

Questions orales

LES SERVICES SOCIAUX

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE À L'ÉTABLISSEMENT DE
GARDERIES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Je voudrais poser ma question supplémentaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, s'il veut bien m'accorder son attention. C'est lui qui est le ministre responsable des femmes en cette année particulièrement importante. Le gouvernement projette-t-il enfin de mettre en œuvre la recommandation de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme, portant que le gouvernement fédéral devrait contribuer, avec les provinces, à parts égales au coût de l'établissement de garderies et ne pas se contenter de participer aux frais d'entretien après coup?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le député ait posé la question. Je lui enverrai une copie des directives publiées l'année dernière où il est indiqué très clairement que le gouvernement fédéral partage le coût de location des garderies et, aussi, le coût d'amortissement du capital de ces garderies. Cela montre que le gouvernement fédéral assume une part plus grande du coût des garderies que de celui des autres services à frais partagés. Je pense que cela montre que le présent gouvernement est déterminé à s'intéresser aux problèmes des femmes au pays.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA COMMISSION ANTI-INFLATION

PROPOSITION D'ENQUÊTE SUR LES AUGMENTATIONS DES
TAXES PROVINCIALES ET MUNICIPALES

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que la Commission anti-inflation a droit de regard sur les prix, les salaires et droit de surveillance en toute occasion, est-ce que la Commission aurait également droit de regard sur les impôts provinciaux, le taux de taxation, et sur les impôts municipaux? A Hull, par exemple, on annonce une augmentation de taxes de 28 p. 100; M. Bourassa annonce également une augmentation de taxes provinciales dès le printemps. Est-ce que ces gouvernements seront soumis aux lois ou à la surveillance de la Commission anti-inflation?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, à la suite de conférences provinciales au sujet de ce programme, les provinces ont insisté à l'effet que leur droit d'imposer des taxes reste en dehors du contrôle de la Commission anti-inflation.

[M. Macdonald (Rosedale).]

[Traduction]

LES TRANSPORTS

LE PROJET DE RÉORGANISATION DU SERVICE-VOYAGEURS—
L'OPPORTUNITÉ DE CONSULTATION DES DIRIGEANTS DU CN
ET DU CP ET DE LA COMMISSION DES TRANSPORTS

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Peut-il nous dire si une réduction du service-voyageurs des chemins de fer fera partie de la nouvelle politique que le gouvernement se propose d'annoncer au début de 1976?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, la politique, lorsqu'elle sera annoncée, comportera divers projets. Inutile de dire que la réorganisation entraînera des changements dans le service et il se pourrait qu'il y ait diminution du service dans certaines régions. Il y a aussi un autre aspect important à considérer, c'est que là où l'on assurera le service, celui-ci devra être efficace.

M. Murta: Une question supplémentaire. Le ministre peut-il assurer à la Chambre que les dirigeants des deux réseaux nationaux de chemins de fer et de la Commission canadienne des transports sont consultés et continueront de l'être au sujet de tout changement proposé dans le service-voyageurs que le gouvernement examine à l'heure actuelle?

M. Lang: Oui, monsieur l'Orateur, et la Commission canadienne des transports va également jouer un rôle très important.

M. Murta: Une dernière question supplémentaire. Compte tenu des réponses du ministre et des appréhensions que suscite dans l'Ouest la politique proposée, le ministre peut-il nous assurer maintenant que le service dans cette région du pays ne sera pas réduit à une seule ligne transcontinentale est-ouest, à partir de Montréal, via Toronto et Winnipeg pour se rendre jusqu'à Vancouver?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, je ne devrais pas, je pense, essayer de prévoir cet aspect de la politique ou ses répercussions. Je le répète, il importe beaucoup d'examiner le coût du service assuré à l'heure actuelle et les conséquences pour le public voyageur qui utilise ces services lourdement subventionnés, ainsi que les autres services utilisables et peut-être moins coûteux ou qui ne coûteront rien aux contribuables. Toutes ces questions entreront en ligne de compte quand on déterminera l'ampleur du service offert dans une région donnée et la chose sera mise au point progressivement en collaboration avec la CCT.

* * *

LA SANTÉ

LA PSYCHIATRIE ORTHOMOLÉCULAIRE—DEMANDE DE
RAPPORT DE L'ÉTUDE

M. Arnold Malone (Battle River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Il y a environ un an nous avons posé une question au sujet de la psychiatrie orthomoléculaire et il nous a répondu qu'une évaluation était en cours. Je me demande si le ministre pourrait nous dire si l'évaluation du traitement de la schizophrénie par la mégavitamine est terminée et si ce médicament est utilisé au Canada?